

Nous avons prévu des pourparlers sur les mesures à prendre pour faire face à une situation d'urgence, si elle se présentait. Le Gouvernement de la France est convenu de s'unir à nous en la matière. Pour ma part, je suis convaincu que se préparer de cette façon c'est réduire le risque de conflit. Il se peut aussi que renforcer l'organisation de surveillance de trêve des Nations Unies aiderait également à prévenir les incidents. Le Royaume-Uni et les États-Unis sont très disposés à tomber d'accord là-dessus. Mais, bien entendu, nous voudrions être guidés par le général Burns, brave soldat canadien qui accomplit résolument cette tâche ingrate.

Quant à notre différend avec l'Arabie séoudite, notre position est la suivante: nous ne sommes pas disposés à revenir à l'arbitrage. Il ne peut en être question, étant donné la corruption dont elle a fait preuve et dont nous avons eu à souffrir récemment. D'autre part, ainsi que nous l'avons précisé à Washington, nous sommes prêts à entamer des pourparlers directs.

Le Gouvernement des États-Unis a déclaré son ferme appui au pacte de Bagdad auquel nous adhérons. Nous nous réjouissons également de cet appui et, là encore, nos vues concordent. Le pacte comporte des fins et des objectifs économiques parfaitement conciliables avec ses dispositions et son importance sur le plan militaire. Nous avons examiné le genre d'aide dont chaque État membre a besoin et nous sommes résolus à faire en sorte que le pacte réussisse.

Tout cela n'exclut pas une certaine aide aux autres pays de la région. Par exemple, il y a la Jordanie à laquelle nous continuerons de faire d'importants versements aux termes de notre traité.

Autres problèmes discutés

Et voilà pour ce qui est peut-être la région la plus critique à l'heure actuelle. Il va de soi que nous avons discuté de nombreux autres problèmes, qui se posent dans nombre de parties du globe, tout comme j'ai eu l'avantage de le faire ce matin avec votre Premier ministre et son cabinet. Nous avons discuté la déclaration de Washington que le Président et moi-même avons signée ensemble. Dans cette déclaration, nous avons énoncé les véritables principes dont s'inspire le monde libre. Certains disent que ces principes ont déjà été énoncés. Sans doute, mais il n'y a pas de mal à les répéter dans les termes qui révèlent bien clairement que nous sommes conscients de la menace du communisme moderne. La déclaration de Washington est, de fait, une charte à laquelle tout le monde libre peut souscrire. Je suis sûr qu'ici au Canada vous en admettez l'objectif. C'est dans la tradition de l'œuvre que vous avez si bien accomplie d'unir les pays de côté et d'autre de l'Atlantique pour la défense du monde libre.

Je reviens maintenant à notre amitié et à l'œuvre commune de nos deux peuples. Bien des orateurs et des écrivains ont essayé de définir le Commonwealth. Aucun n'a vraiment réussi parce que, sans doute, l'esprit qui lui donne la vie est indéfinissable.

Dans quelques mois, j'aurai le plaisir d'accueillir les premiers ministres du Commonwealth à notre réunion de Londres. Au premier rang se trouve votre Premier ministre, le plus sage des conseillers et le plus loyal des amis. Puis-je suggérer ici que même si nous avons plaisir à être les hôtes de toutes ces réunions de premiers ministres, il serait bon que de temps à autre le lieu de la réunion alterne.